

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

FIFE: le Gabon présent à Ouagadougou

Martina ADA METOULE
Libreville/Gabon

L s'est tenu, du 12 au 15 novembre dernier, à Ouagadougou au Burkina Faso, la 3e édition du Forum international francophone de l'évaluation (FIFE). À ces assises, le Gabon était représenté par une forte délégation conduite par le ministre de la Promotion de la bonne gouvernance, de la Lutte contre la corruption et de l'Évaluation des politiques publiques, Francis Nkea Ndzigue. L'accompagnaient, des membres de la Cour des comptes, du Sénat, de l'Assemblée nationale, du Conseil économique social et environnemental (CESE), et ceux de la société civile.

L'objectif de l'édition de Ouagadougou était de renforcer les capacités des acteurs en charge des questions d'évaluation dans la zone francophone. C'est fort de cela que le chef de la délégation gabonaise a présenté à l'assistance, le chemin parcouru par l'évaluation des politiques publiques dans son pays. Non sans préciser que l'évaluation est présente au Gabon depuis 2009. Cela, à travers le Plan stratégique Gabon émergent (PSGE), le programme politique du président Ali Bongo Ondimba. Lequel a prévu la mise en place d'un organe de coordination.

Notons que l'édition de cette année dans la capitale burkinabè, intervient après celles de Dakar au Sénégal, en 2014 et de Marrakech au Maroc, en 2016.

Rappelons par ailleurs que, créé en février 2013, avec l'appui de l'organisation internationale de la Francophonie (OIF), le Réseau francophone de l'évaluation (RFE) constitue un cadre institutionnel dédié à la promotion de l'évaluation des politiques publiques dans l'espace francophone. Tous les deux ans, le RFE organise un forum qui rassemble à la fois des décideurs politiques et institutionnels du monde entier.



Photo: DR

Photo de famille au terme de la 3e édition du Forum.

Sécurité: pour la mutualisation des efforts

Yannick Franz IGOHO
Libreville/Gabon

RIDEAU, hier, à l'hôtel Boulevard sis dans la commune de Libreville, sur le Forum des ministres en charge des questions de sécurité en Afrique centrale. Une rencontre qui, de l'avis de plusieurs participants, s'est achevée sur une note de totale satisfaction, en raison de la richesse et la densité des échanges.

En effet, après une analyse non complaisante et sous toutes les coutures du phénomène de l'insécurité, les participants ont accordé leurs violons sur la nécessité de partager leurs expériences dans le domaine de la lutte policière. "L'Afrique centrale change, le Comité des chefs de police (CCPAC) a connu des évolutions positives depuis 1997, année de sa création, et les missions régaliennes de police se complexifient. Devant ce tableau, l'engagement des pouvoirs publics en faveur de nos services chargés de l'application de la loi doit évoluer à travers la mise à disposition des moyens financiers et techniques plus conséquents. Au plan national, régional et international, nous devons poursuivre la construction des passerelles entre les services nationaux, les membres de



Photo: F.M. MOMBOLI L'Union

Vue des participants de la 20e session du CCPAC.

Les participants ont accordé leurs violons sur la nécessité de partager leurs expériences dans le domaine de la lutte policière.

préoccupation transnationale

la communauté policière régionale et internationale", a martelé le ministre d'État, ministre de l'Intérieur, de la Justice, garde des Sceaux, Edgard Anicet Mboombou Miyakou.

Il est plus qu'évident que la criminalité devient de plus en plus une

voire mondiale. D'où la nécessité, selon les responsables des questions de sécurité, de renforcer davantage la coopération en matière de police criminelle. Le nouveau patron du Comité des chefs de police, le Commandant en chef des Forces de police nationale, le général de corps d'armée, Yves Marcel Mapangou Moussadji, estime que: "Il n'a pas meilleurs moyens pour lutter contre les phénomènes si ce ne sont les opérations. Mais avant d'arriver aux opérations, il faut une concertation préalable".

Une autre raison qui justifie la tenue de la prochaine rencontre au Cameroun, l'année prochaine.

Entre nous soit dit

Oh ! Quelle semaine

LE microcosme politique et le bon petit peuple retiennent chacun son souffle mais pas pour les mêmes raisons. Chez les uns, l'air est rempli d'inquiétude, d'anxiété et de souffre. Pour les autres, il y a jubilation, hystérie et bonheur. La semaine qui s'achève a été faite d'annonces brutales et d'événements surprenants à un rythme effréné et vertigineux.

C'est bien connu, les déconvenues de ceux que l'on désignait comme étant des grands quelqu'un, sont toujours source de ravissement pour les habitants des mapanes. Et de savoir que tel grand baobab est désormais aux portes des geôles, suffit à leur bonheur.

Dans tout ce remue-ménage, une question se pose. Est-ce que cet amoncellement de revers et cette cascade de défits sont les réponses aux exigences de vertu et de probité tant prônées et recommandées par le chef de l'État, Ali Bongo Ondimba ? On dit de cette dégringolade, qu'elle serait l'expression de la victoire d'un camp sur l'autre, dans la lutte âpre qui se déroule dans les couloirs du pouvoir.

Entre nous soit dit, pris dans ce tourbillon un peu filandrevin dans lequel toutes les certitudes deviennent évanescences, on peine à se situer.

Il y a comme un paradoxe. Certaines indé-

licatesses semblent connaître une abolition immédiate et instantanée. Dans le même temps, d'autres sont claironnées avec grand tintamarre. Nous voulons ici saluer la belle initiative du Premier ministre, Julien Nkoghe Bekale, en se prêtant au jeu de la transparence et de l'intégrité. Faire sa déclaration de biens, n'est peut-être pas la panacée absolue pour enrayer tous les abus et dérives. Ce début est toutefois une indication forte, une incitation à plus de rigueur dans la gestion du bien public. Il faut veiller à ne point donner raison aux oracles du désenchantement, car de partout, ils annoncent déjà que, tout ceci

est un subtil subterfuge pour distraire le peuple. Vertu, probité, rigueur et intégrité qui conduisent aux interpellations qui certainement finiront en condamnation. Reconnaissons que la résurrection de l'amphisbène est dans l'ordre des choses souhaitées par le bon petit peuple d'en bas. Rappelons cette maxime : Être grand par la dignité vaut mieux qu'être grand par la prospérité.

Teddy OSSEY*

* Chroniqueur